

De l'archétype savant au stéréotype politique : figures médiatiques du leader ouvrier

Geoffrey Geuens

Geuens Geoffrey. De l'archétype savant au stéréotype politique : figures médiatiques du leader ouvrier. In: Quaderni. N. 40, Hiver 1999-2000. Utopie I : la fabrique de l'utopie. pp. 53-67.

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

DE L'ARCHÉTYPE SAVANT AU STÉRÉOTYPE POLITIQUE Figures médiatiques du leader ouvrier

GEOFFREY GEUENS

L'intérêt croissant porté aux connexions symboliques entre les médias, les mouvements sociaux et les pouvoirs politiques et économiques s'inscrit dans un cadre plus général, celui de la construction journalistique des problèmes sociaux. Toute une tradition d'analyse critique de la presse s'est attachée à rendre compte de la façon dont le discours médiatique construit et met en scène les phénomènes sociaux et, singulièrement les plus spectaculaires d'entre eux, manifestations, grèves ou émeutes. Eliseo Veron ou Patrick Champagne, à partir de fondements méthodologiques et théoriques différents, sémiologiques pour le premier, sociologiques pour le second, ont montré en particulier que cette construction et cette mise en spectacle sont bien faites non tant pour relayer les aspirations et les valeurs de combat des groupes mobilisés que pour cautionner, sinon conforter, les valeurs et représentations de la classe dominante¹.

*Section Information
et Communication
Université de Liège*

La couverture du conflit social des Forges de Clabecq par la presse belge francophone, quotidienne et hebdomadaire, on le verra, a largement confirmé le phénomène². Pendant près de huit mois, on a assisté en Belgique à un tourbillon médiatique exceptionnel certes, à la mesure d'une catastrophe industrielle sans précédent dans ce pays, mais qui s'explique aussi

largement par les spécificités caractérisant la mobilisation en question : tout d'abord, le refus constant de transiger, marqué par les délégations syndicales de l'entreprise et les travailleurs, s'inscrit dans un pays au sein duquel la concertation sociale et les traditions de compromis sont dominantes ; ensuite, par-delà la revendication du redémarrage des activités au sein des Forges de Clabecq, la délégation parvient à mobiliser une fraction non négligeable de l'opinion autour d'un projet de société axé sur une dénonciation substantielle du libéralisme économique, réinvestissant ainsi, au moins temporairement, un espace politique où les voix dissidentes ont été, de longues années durant, étouffées sous le bruissement des querelles communautaires ; enfin, les hasards du calendrier ont voulu qu'il s'agisse là très probablement du dernier grand conflit social du siècle en Belgique.

L'objectif du présent article est triple et, à certain égard, programmatique. Il s'agira, d'une part, de répertorier les représentations médiatiques du leader syndical Roberto D'Orazio, leader du mouvement de Clabecq, comme autant de figures structurantes, idéologiquement marquées, et, d'autre part, de remonter généalogiquement à leur engendrement historique, dans le discours réservé par

Gustave Le Bon, à la fin du XIX^e siècle, aux questions touchant au socialisme et, en particulier, aux conflits sociaux. Dans un troisième temps, il conviendra de s'interroger sur les relais objectifs qui ont permis la réactivation médiatique de ces archétypes pseudo-savants, un siècle plus tard. Nous ferons l'hypothèse, à cet égard, que les relais ou courroies de transmission de ces figures/stéréotypes sont à chercher dans les discours émanant des chefs de file politiques et patronaux de l'entre-deux-guerres et, en amont, à la fin du XIX^e siècle, dans le discours d'un syndicaliste chrétien, ayant explicitement relayé les thèses du père fondateur de la psychologie sociale française et pourfendeur de la "Psychologie du socialisme". C'est dans ce système de relais entre discours savants, pseudo-savants et journalistiques, s'épaulant les uns les autres, que peut être cernée, au plus concret, la zone où pouvoir politique et communication sociale s'articulent symboliquement.

Pour le lecteur français, il n'est pas inutile de rappeler les événements majeurs ayant marqué l'évolution de la mobilisation collective. Après l'interdiction de la recapitalisation des Forges de Clabecq par la commission européenne, les administrateurs du gouvernement de la Région wallonne déposent le bilan le 19 décembre

1996. La délégation syndicale de l'entreprise décide alors de lancer un appel à la mobilisation nationale, fait unique dans les annales de l'histoire sociale de la Belgique. L'appel est payé de succès, par la présence de 70 000 participants à la "Marche multicolore pour l'emploi et contre le chômage" du 2 février 1997. Cinq jours à peine après la manifestation, des travailleurs décident d'aller à la rencontre de la curatelle. Après de vives discussions, une altercation s'ensuit qui aboutit à l'agression du curateur Alain Zenner. Ce dernier, dont les propos sont alors largement répercutés dans l'opinion et repris à leur compte par les médias, en impute la responsabilité à Roberto D'Orazio, président de la délégation syndicale, pourtant absent au moment de l'incident. Il faut alors attendre près de cinq mois pour qu'un plan de reprise de l'usine sidérurgique, proposé par le groupe italo-suisse Dufasco, ne soit avalisé par la Région wallonne le 4 juillet. Un ultime référendum postal faisant suite au premier protocole d'accord rejeté par les salariés est alors organisé par le ministère de l'Emploi. Portant sur le volet social de la reprise, il aboutit à l'adoption du plan par les travailleurs le 14 juillet. Un résultat qui est unanimement présenté par les éditorialistes comme "la victoire de la démocratie", ces derniers faisant ainsi l'impasse sur

l'abondance des pressions médiatiques qui se sont succédées les jours précédant le vote, des appels à la raison lancés par les responsables syndicaux et politiques aux rumeurs sur les intérêts économiques, politiques et psychologiques que la délégation syndicale pourrait retirer de la faillite, en passant par l'engagement inconditionnel des journalistes en faveur du "Oui"³.

Figures

Société du spectacle oblige, la presse quotidienne et hebdomadaire a eu tôt fait, dans l'affaire Clabecq, de réduire le conflit social à l'expression d'un affrontement entre deux acteurs que tout semble alors opposer : *"À gauche de la scène, le président de la délégation métallos FGTB, Roberto D'Orazio, fort en gueule, bête de scène à la manière d'un rocker, puisant son inspiration dans Marx et Lénine, qualifié d'autonome au sein même de son syndicat. À droite de l'estrade, le président du Collège des curateurs, Alain Zenner, spécialiste du droit des faillites, PRL bruxellois, look intello-bcbg, mais plus pragmatique que théoricien à la Verhofstadt"*⁴ (*Le Soir*, 11-12 janvier 1997)⁵.

Dès le début du conflit, la presse dominante

dans son ensemble participe à la convocation de l'imaginaire religieux, représentant le président de la délégation syndicale comme une "idole", un "prêtre" ou un "gourou" : "[...] *l'ancien prédicateur des Forges de Clabecq [...] blindé de convictions comme un mystique est hanté par la foi [...] et dont les raisonnements simples et mobilisateurs sonnaient à ses auditoires de prédilection comme une évidence révélée*" (*Le Vif/L'Express*, 1^{er} mai 1998) ou, encore, ce "pape rouge dont la descente aux enfers fut aussi brutale que l'ascension au grade de messie" (*La Meuse*, 19 juillet 1997). Cette figure du leader syndical n'est pas sans viser quelque effet sur l'évolution du conflit social. L'expression de l'idolâtrie dont le principe réside précisément, ainsi que Bourdieu l'a fortement souligné, "dans le fait que la valeur qui est dans le personnage politique, ce produit de la tête de l'homme, apparaît comme une mystérieuse propriété objective de la personne, un charme, un charisme ; le ministerium apparaît comme mysterium"⁶, s'inscrit dans une logique visant à jeter le discrédit sur la légitimité du délégué principal des Forges de Clabecq. En effet, si le mandataire fait exister ses mandants en les personnifiant, en les symbolisant et en défendant leurs intérêts, il n'est pas moins dépendant de ceux qu'il représente

et desquels il tire sa légitimité. La presse ayant ainsi brisé le principe circulaire de délégation, l'activité du dirigeant syndical, bien que répondant à une nécessité objective, est alors réduite à n'être que l'expression d'un fait accidentel dans le processus historique dont la déperdition de sens relève alors de l'"idéologique", entendu au sens barthésien du terme comme une "naturalisation", une "dépolitisation" de l'histoire⁷. Sur un plan pratique, la rupture du principe circulaire de la délégation semble avoir eu un effet direct sur la mobilisation aux Forges de Clabecq, l'intense médiatisation de Roberto D'Orazio ayant suffi "à rompre la stricte relation d'homologie qui le liait à la communauté ouvrière. Dès le moment où les travailleurs éprouvent le sentiment que ce dernier cherche à prendre de la hauteur par rapport à son statut d'égal, que la communauté ne constitue plus son seul soucis, qu'il devient, selon les mots d'un jeune ouvrier, un peu trop prétentieux, les bases de sa puissance sont sapées, et le processus de désolidarisation s'amorce"⁸.

Parallèlement, les propos du leader syndical sur les contradictions inhérentes au système capitaliste et sur les moyens à mettre en œuvre pour "déstabiliser la société bourgeoise" sont répercutés par les médias pour donner du personnage l'image



commode et sans bémol d'un "provocateur" et d'un "démagogue" : *"Pendant les coups de gueule du chef, personne ne moufte. Son verbe haut, ses images simples et ses discours sans détour chauffent les troupes [...] qu'il subjuguait sans effort lors des mémorables assemblées du personnel des Forges, au cours desquelles il a peaufiné son talent d'orateur et de manipulateur"* (*Le Vif/L'Express*, 1^{er} mai 1998). Cette classification de la légitimité des paroles, condamnant les dominés "à l'alternative du silence ou du franc-parler scandaleux"⁹, se fait alors doublement idéologique : premièrement en reproduisant, au niveau de l'appareil symbolique d'oppression que constitue le langage, les conditions de la domination économique ; et deuxièmement en masquant les conflits d'intérêts par le recours à la catégorie du "problème de communication" visant "à gommer l'existence objective de situations de mécontentement ou d'inégalités"¹⁰ dans de prétendues difficultés des acteurs sociaux et politiques à conserver avec autrui des relations d'écoute et d'attention appropriées : Roberto D'Orazio est vu comme borné, les curateurs, les sommets syndicaux et la Région wallonne comme étant dans l'impossibilité de nouer un dialogue constructif. Cette logique, visant à réguler le système par un travail de nature thérapeutique sur les individus, rend alors

vaine toute dénonciation substantielle du libéralisme économique et fait l'impasse sur une partie des revendications les plus radicales du groupe mobilisé.

Cependant, le caractère démagogique que les médias attribuent au personnage, notamment identifié à la puissance de son verbe, devient dans un système sémiologique second, l'indice corporel de dispositions prises à l'encontre d'autrui et du monde. De sorte que son "franc-parler" ou encore sa "grande gueule" viennent comme affirmer la potentialité d'une violence qui trouve alors à s'incarner dans une autre figure du personnage, celle du criminel : *"Jusqu'au jour où l'on comprit que l'admirateur de Che Guevara n'avait pas que le discours musclé. Joignant le geste à la parole, le pape rouge pouvait aussi distribuer les coups avec quelques ouailles voués à sa cause, prompts à distribuer coups de poing, menaces verbales et manœuvres d'intimidation"* (*La Meuse*, 19 juillet 1997). La criminalisation de la délégation syndicale prend, la plupart du temps, les contours de l'univers mafieux : *"Roberto D'Orazio d'abord considéré comme un Robin des Bois de la sidérurgie apparaît chaque jour un peu plus comme une sorte d'Al Capone de Tubize"*, entité communale qui se met à ressembler étrangement à l'"un de ces villages

siciliens où personne n'a rien vu, rien entendu, et ne pense rien (La Wallonie, 14 juillet 1997). La dynamique réelle à l'œuvre dans le conflit social est donc occultée par la presse, l'imaginaire criminel ainsi imposé contribuant à masquer les ancrages identitaires de la communauté ouvrière au profit d'un prétendu climat de terreur régnant au sein de l'entreprise et plaçant les travailleurs sous le joug d' "une bande de gangsters" (La Wallonie, 14 juillet 1997).

Avec ce qu'on a appelé, pudiquement et emblématiquement, l'"incident Zenner" (à savoir l'agression physique, par quelques ouvriers, du curateur principal au moment d'une rencontre-débat avec ses collègues dans un restaurant chic de la banlieue bruxelloise, le bien-nommé "Relais du Marquis") apparaît une autre figure du leader syndical qui va aller se développant en *crescendo* dans la partition médiatique : celle du "politique". Pour les journalistes qui ont réduit la "Marche multicolore pour l'emploi" à l'expression d'une citoyenneté générique et les revendications qui s'y sont manifestées comme relevant d'un intérêt commun et consensuel traversant les classes sociales, avec l'"incident Zenner", Roberto D'Orazio ne peut plus être identifié à l'idéal du désintéressement, à la subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général. Il

est alors soupçonné de mener, sous les apparences d'une "cause juste", un combat politique "scandaleux" : "Celui que l'on avait surnommé le pape rouge de Clabecq a ainsi manqué sa révolution. Depuis longtemps, il était devenu évident que l'intérêt des travailleurs n'était plus la préoccupation première de D'Orazio [...] dont la chute marque par la même occasion la défaite d'une certaine extrême-gauche qui, depuis des années, tente de s'implanter dans les entreprises belges, en faisant de la misère, des faillites et des conflits sociaux son fonds de commerce. Le PTB, parti du travail belge d'obédience communiste, avait infiltré les Forges de Clabecq en pensant y trouver le terreau fertile pour cultiver ses idées" (La Dernière Heure, 19 juillet 1997). Bref, "nuisant à la cause qu'il prétendait défendre" (La Libre Belgique, 25 avril 1997), Roberto D'Orazio avait commis "le crime de dévier une cause sociale en combat politique [...] au seul profit de son jusqu'au-boutisme, au seul service de son propre combat" (Le Soir, 8 février 1997).

Archétypes

À un lecteur naïf ou distrait, au moment de l'affaire, les figures que l'on a répertoriées jusqu'ici dans le discours de presse ont pu sans doute apparaître comme l'expression



spontanée d'une prise de position éditoriale. À mieux y regarder, il semble, en réalité, qu'elles constituent autant de réactivation d'un certain nombre de stéréotypes liés aux représentations dominantes du monde ouvrier, prenant source dans certains discours parmi les plus réactionnaires de l'extrême fin du XIX^e siècle.

Comme l'a montré Louis Chevalier dans *Classes laborieuses et classes dangereuses*, la grille de lecture dominante du monde social dans le Paris de la première moitié du XIX^e siècle s'articule autour de "*la confusion entre les classes laborieuses et les classes dangereuses, entre le prolétariat et la pègre, entre la misère et le crime*"¹¹, cette thématique venant elle-même se greffer sur un axiome idéologiquement marqué, celui de la réduction des conflits de classes à des conflits de races. Avec les dernières années de la monarchie de Juillet et, définitivement, après les journées de 1848, les classes populaires de Paris cessent d'être qualifiées en termes de "*barbares*" ou de "*nomades*", de sorte que la représentation analogique entre la condition prolétarienne et la condition sauvage ayant accompagné l'émergence de la classe ouvrière sur la scène publique fait alors place à "[...] *une conception nouvelle et triomphante de l'ouvrier, soudain paré de toutes les vertus, miraculeusement rajeuni*

et comme embelli : le sublime auquel l'opinion bourgeoise elle-même devra se rallier et qu'elle devra adorer"¹².

Cependant, les années qui suivent les événements de la Commune de Paris voient renaître des théories qui, tout en s'imprégnant du climat intellectuel ambiant, partagent avec les représentations d'avant 1848, une même condamnation et haine quasi viscérale de toutes les formes de logiques collectives alors interprétées comme autant de régressions dans l'évolution des sociétés humaines. C'est ainsi qu'en 1898, le médecin psychopathologue français Gustave Le Bon publie sa *Psychologie du socialisme*¹³. Si ce dernier ouvrage répond, à l'instar de *La Psychologie des foules*, aux inquiétudes politiques des élites sociales en habillant d'un vernis savant des préjugés de classe, il s'inscrit plus précisément dans une stratégie visant à porter préjudice à ceux qui sont alors en train d'organiser politiquement la classe ouvrière, à savoir les représentants du mouvement socialiste.

Le nouveau courant philosophique et politique, alors en pleine expansion, semble particulièrement intéresser Le Bon par "*sa tendance à revêtir une forme religieuse*", ses adeptes étant qualifiés d'"*apôtres*", d'"*esprits rudimentaires et mystiques*,

absolument incapables de raisonner et dominés par un sentiment religieux qui a envahi tout le champ de leur entendement". Mais là n'est pas le seul trait de la personnalité que le penseur français attribue aux leaders socialistes. À la différence des meneurs de foules "classiques", ceux-ci seraient profondément violents. Une violence non pas historique ou même tactique mais biologique, physiologique et psychologique : *"il semble donc que ce soit une loi psychologique presque générale dans tous les âges, qu'on ne puisse être apôtre sans éprouver le besoin intense de massacrer quelqu'un ou de briser quelque chose [...] malheureusement les hérétiques résistent encore un peu ; et, en attendant la possibilité de les exterminer, il faut bien se contenter de meurtres isolés et de menaces*". Les syndicats socialistes ? Un *"pouvoir despotique sans doute pour ses affiliés, mais qui s'évanouirait s'il cessait d'être despotique"*, *"une tyrannie beaucoup plus dure que celle du patron le plus inflexible"*.

Mais le pouvoir que ces "apôtres" exercent sur la masse des travailleurs ne prend qu'exceptionnellement les contours de la coercition et de la violence physique. C'est avant tout de violence symbolique qu'il est question, du "prestige", cet élément transcendantal, a priori et nécessaire qui

assure la puissance des idées véhiculées par l'affirmation, la répétition et la contagion, conférant à l'heureux élu une puissance ineffable : *"chaque geste transporte ses partisans, chaque parole ensorcelle son auditoire. La foule est mesmerisée par sa présence, terrorisée et envoûtée à la fois, magnétisée par son regard"*¹⁴. Les conflits sociaux sont alors réduits à n'être que l'expression de l'obéissance *"aux suggestions de quelques politiciens auxquels ces grèves peuvent être utiles"*, les ouvriers socialistes étant, quant à eux, des *"inadaptés"*, des *"dégénérés"* qui *"constituent un élément de vitalité inférieur, comparable au cancer implanté dans les tissus sains, et tous leurs efforts tendront à abolir une civilisation qui a pour résultat fatal leur propre misère"*.

Gourou, démagogue, tyran et criminel, autant de représentations propres à Le Bon tranchant avec le "sublime" prolétarien de l'après 1848. Clichés qui sont aussi et surtout, on va le voir, autant d'*"images symboliques"* formant bien, pour emprunter l'une de ses expressions à Lucien Sfez, *"la réserve du politique et le stock renouvelable d'instruments de suggestion pour ne pas dire de sujétion"*¹⁵ mis à profit par certains mouvements politiques, Parti catholique d'abord, fraction la plus conservatrice de la social-démocratie par

la suite, lors des phases de conflits ayant structuré l'histoire socio-économique de la Belgique au XX^e siècle.

Stéréotypes

Passé les polémiques idéologiques opposant catholiques et libéraux, reflétant les contradictions d'intérêts entre fractions concurrentes de la classe dirigeante, la période s'étalant de 1885 à 1914 voit l'essentiel des luttes politiques en Belgique s'articuler autour de problématiques socio-économiques. Jusqu'à l'insurrection révolutionnaire de 1886, les révoltes ouvrières restent généralement des explosions de rage sans lendemain. Avec la création du Parti Ouvrier Belge (POB), la classe ouvrière, bien qu'encadrée dans une perspective légaliste, pragmatique et réformiste se voit offrir pour la première fois et, de manière concluante, une organisation politique. En réaction à l'émergence et à la croissance rapide du mouvement ouvrier socialiste, des membres du clergé belge et des notables progressistes mettent sur pied le mouvement ouvrier chrétien.

Deux ans à peine après la parution de *La Psychologie du socialisme*, en 1900, un ouvrage marque de son esprit ce mouvement, celui de l'un de ses fondateurs,

le Père G.-C. Rutten¹⁶. Cachant de manière à peine voilée sa reconnaissance pour l'œuvre de Gustave Le Bon, "*un savant français*" auteur d'un "*travail remarquable sur la psychologie des foules*", le Père Rutten définit les travailleurs de l'époque en ces termes : "[...] *des races de sauvages et de bandits, ayant perdu les plus élémentaires notions d'humanité et de pudeur [...]*". Somme toute un retour aux figures de la criminalité et de la bestialité prolétarienne, lieux communs, images socialement construites et orientées qui ne sont finalement que l'expression d'acteurs avant tout soucieux de préserver les fondements même du système capitaliste (famille, liberté, propriété) et s'inscrivant résolument dans une perspective de "moralisation" et de "rechristianisation" du monde ouvrier. L'heure est donc à la critique du socialisme, cette nouvelle théorie politique épousant selon le Père Rutten les contours de la religion : "[...] *prêchez lui la théorie de la lutte des classes et l'antagonisme fatal qui deviendra plus tard la loi d'airain de Lasalle, et demandez-vous si l'ouvrier à qui on répète périodiquement toutes ces choses, n'est pas fatalement destiné à devenir un être révolté qui ne sait plus qu'envier et haïr*", dominé qu'il est par "*cei état d'âme*" provoquant "*une susceptibilité et une irritabilité extrême, sur laquelle les meilleurs*

raisonnements n'ont plus guère de prise". Cette "croyance" semble alors se propager par contagion lors de meetings surchauffés : "Au cabaret, dans la rue, où les grévistes stationnent par groupes, mais surtout au meeting il se trouve comme une atmosphère de serre chaude où les germes de révolte déposés en lui par la lecture des pamphlets et les longues conversations, se développent rapidement". Faisant l'impasse sur les facteurs à l'œuvre dans la mobilisation collective, la grève n'est plus que le résultat d'un travail de sappe de "meneurs" et de leur entourage formant "un comité exécutif qui se charge d'entraîner les autres, en les terrorisant aux besoins. Un très grand nombre d'ouvriers ne tardant pas à les suivre aveuglément".

Après 1914, ce discours cesse d'être la propriété exclusive des partis conservateurs pour s'étendre à l'univers discursif de la social-démocratie belge dont la collaboration patriotique lors de la première guerre mondiale l'a amenée à une double évolution : d'une part, un enracinement dans le monde du travail qui, sans s'éteindre, semble susceptible de s'étendre aux classes moyennes ; d'autre part, l'intégration dans l'appareil d'État que traduit, entre autres, l'arrivée de ministres socialistes dans des gouvernements "bourgeois". Pour la classe dirigeante

d'alors, ainsi que pour le POB, dont la stratégie d'encadrement de la classe ouvrière s'exprimant par le "graduellisme" et le "loyalisme pacifique", est définitivement devenue une caution du système, le nouvel ennemi est le bolchevisme. Ainsi, dans son livre consacré aux premiers mois de la Russie soviétique, *Les Fondateurs de neige, notes sur la révolution bolchevique à Petrograd pendant l'hiver 1917-1918*, Jules Destrée, un des plus éminents leaders du POB exprime en ces termes sa vision du peuple russe : "une race de nomades campés aux portes de l'Europe" et dont la psychologie est "grevée de tares héréditaires"¹⁷. Un mépris profond mais qui n'est cependant que la traduction d'une représentation racialisée du socialisme héritée de Gustave Le Bon¹⁸ que définit comme suit Louis de Brouckère, autre dirigeant du parti : "une déformation asiatique et barbare d'une conception européenne et civilisée du socialisme"¹⁹. Sur le plan interne, l'appareil social-démocrate met alors sur pied une véritable "chasse aux sorcières" destinée à épurer de ses rangs les "agitateurs communistes" et qui s'ouvrira par l'exclusion en 1923 du délégué Julien Lahaut²⁰ du syndicat socialiste. Une mise à l'écart qui fait suite à l'action de ce dernier lors de la grande grève de 1921 d'Ougrée-Marihaye²¹, dans le bassin industriel liégeois. Celle-ci est



alors qualifiée par les responsables socialistes de *“véritablement criminelle”*, réduite à n’être que l’expression d’*“une psychose particulière”*, résultat de la *“démagogie”* de celui qui, *“ayant égaré par des déclarations bolcheviques les travailleurs”*, paraissait se *“moquer des souffrances du prolétariat, à condition que sa vanité et sa suffisance orgueilleuse soient satisfaites et que Moscou soit content de sa besogne de désagrégation”*.

Près d’un demi-siècle plus tard, au cours des années 70, ces stéréotypes politiques demeurés intacts réapparaissent dans certains discours. En période de contre-offensive idéologique de la bourgeoisie, répondant à la vague de contestation multiforme des années 60 et qui trouvera son aboutissement dans la consécration du néolibéralisme quelques années plus tard, le patronat belge décide alors de réorienter sa doctrine. Pour les dirigeants du monde économique, flamand comme wallon, la détérioration du consensus social et la dégradation des relations industrielles, irréductibles d’une radicalisation des conflits sociaux, s’originent, en grande partie, dans l’influence grandissante de minorités agissantes dans les organisations syndicales traditionnelles et, plus particulièrement celle de militants qualifiés d’*“extrémistes”*. Les représentants des

employeurs évoquent alors la *“guérilla ouvrière”*²², d’autres la *“guerre sociale”* ou, encore, des *“assemblées délirantes”* et des *“meetings provocateurs”*, fruits de l’*“exploitation démagogique et destructrice par des activistes forcés à ce genre de commando”*. Le patronat se plaint alors des *“excès syndicaux des dernières années, du manque de sens des responsabilités, des positions doctrinaires et suicidaires de certains leaders”* guidés par un *“esprit mystique de lutte des classes”* et une *“mentalité peu réaliste et doctrinaire”*. Ainsi, les dirigeants syndicaux les plus combattifs qui refusent de s’adapter à la crise, se voient qualifiés d’*“aventuriers, d’éléments irresponsables, de saboteurs révolutionnaires”* participant d’une *“terreur rouge”*. À nouveau, les figures de la religiosité, de la criminalité, du despotisme et de la démagogie.

Conclusion

En rapprochant des textes d’acteurs issus d’univers aussi variés que la psychosociologie, la politique ou encore l’économie, et en montrant comment y fonctionnent des modèles de représentation analogues liés à la classe ouvrière et à ses dirigeants politiques et syndicaux, nous n’avons d’autre objectif que de faire comprendre comment purent se trans-

mettre, dans des conditions historiques et socio-économiques déterminées, des schèmes de pensée, des structures intellectuelles qui, au fil du temps et des conflits, finirent par se mettre à fonctionner comme de véritables *topos* de la couverture médiatique des mouvements sociaux.

Les leçons du conflit social des Forges de Clabecq tirées par certains éditorialistes permettent cependant de préciser quelque peu la nature des soubassements traversant le discours médiatique qui fut l'objet de notre analyse : on évoqua alors, tantôt "*une descente aux enfers aussi brutale qu'une ascension au grade de messie*" (*La Meuse*, 19 juillet 1997), tantôt "*un diable sorti du laminoir pour rejoindre les ténèbres du néant*" (*La Libre Belgique*, 19 juillet 1997), soit autant de formules traduisant la réactivation d'un archétype de la mythologie politique classique, celui de la conspiration où comme l'explique Raoul Girardet, "*les hommes de l'ombre, les hommes du complot échappent par définition aux règles les plus élémentaires de la normalité sociale. [...] Surgis d'autre part ou de nulle part, les séides de la conspiration incarnent l'étranger au sens plein du terme*"²³. Mais il s'agit aussi, et plus fondamentalement, d'un discours qui, assurant la mise en place de toute une cosmogonie s'appuyant sur de douteuses et

vagues similitudes entre le bas et le haut, l'ombre et la lumière, l'enfer et le paradis, la reconnaissance et la déchéance, est la traduction d'un *mépris de classe* propre aux membres des classes moyennes dont relèvent les élites journalistiques pour lesquelles les classes populaires sont l'"*objet à la fois et contradictoirement d'une forme de fascination et d'une forme de répulsion*"²⁴.

N · O · T · E · S

1. VERON E., "Le hibou", dans *Communications*, 28, 1978, pp. 69-125 ; CHAMPAGNE P., *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990.

2. À l'intérieur de l'espace médiatique belge francophone et selon un axe gauche-droite, les quotidiens se répartissent comme suit : à gauche, *Le Matin*, né de la fusion en mars 1998 des titres *La Wallonie* et *Le Peuple-Le Journal de Charleroi* ; au centre, *Le Soir* dont l'indépendance d'apparence, le pluralisme et la laïcité sont à l'image de son lectorat idéologiquement hétérogène ; à droite, d'une part, *La Libre Belgique*, catholique, royaliste et "bourgeoise", d'autre part, *La Dernière Heure* et *La Meuse*, représentants d'une presse "populaire" voire "populiste". Enfin, *Le Vif/L'Express*, seul hebdomadaire d'information générale - et plus particulièrement d'actualités - digne de ce nom, peut être situé au centre droit.

3. Pour le lecteur français, précisons l'identité et les appartenances politique ou syndicale des principaux acteurs de l'affaire. Roberto D'Orazio est président de la délégation syndicale FGTB des Forges de Clabecq. La FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique) actuelle est née de la fusion, les 28 et 29 avril 1945, des éléments de la CGTB

(Confédération Générale du Travail de Belgique) avec le mouvement syndical unifié (MSU) d'André Renard, issu de la Résistance, les comités de lutte syndicale des militants communistes et le syndicat général unifié des services publics (SGSP). De tendance socialiste, il est, par le nombre de ses adhérents, le second syndicat du pays derrière la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC). Depuis qu'il a accédé à la présidence de la délégation syndicale des Forges de Clabecq, Roberto D'Orazio n'a cessé de se démarquer de la ligne gestionnaire défendue par les responsables de la FGTB et les dirigeants sociaux-démocrates francophones (Parti socialiste). Alain Zenner, quant à lui, est le président du Collège des curateurs. Il est aussi député bruxellois du PRL. Situé à droite sur l'échiquier politique belge et défendant des thèses assez proches de celles développées en France par Démocratie Libérale, le PRL (Parti Réformateur Libéral) a bâti sa doctrine sur la défense de l'initiative privée, la préservation de l'unité nationale et l'anticléricalisme. Si ces deux dernières préoccupations ont été depuis lors reniées, la première, quant à elle, reste au fondement même du mouvement.

4. Président des libéraux flamands dès 1981, époque durant laquelle il se réclamait d'un libéralisme radical s'apparentant à la "nouvelle droite" thatchérienne, Guy Verhofstadt est aujourd'hui à la tête d'un gouvernement belge de coalition regroupant libéraux, sociaux-

démocrates et écologistes.

5. Par la suite, nous adopterons la signalisation suivante : la citation de presse sera donnée en italiques et entre guillemets, suivi entre parenthèses du nom du journal et de sa date de publication.

6. BOURDIEU P., *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987, p. 187.

7. BARTHES R., *Mythologies*, Paris, Seuil, 1957.

8. VANOMMESLAGHE L., "La mobilisation du personnel des Forges de Clabecq ou le sursaut d'une communauté menacée", dans *La Revue Nouvelle*, 12, décembre 1998, p. 17.

9. BOURDIEU P., *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982, p. 169.

10. NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996, p. 97.

11. CHEVALIER L., *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Hachette, 1984, p. 614.

12. *Ibid.*, p. 649.

13. Les citations qui suivront ont toutes, sauf indication contraire, été extraites de la troisième édition de cet ouvrage paru en 1917 chez Félix Alcan.

14. MOSCOVICI S., *L'âge des foules*, Paris, Fayard, 1981, p. 187.

15. SFEZ L., "La politique symbolique des *Quaderni*", dans *Quaderni* n° 38, printemps 1999, p. 122.

16. Né en 1875 et décédé en 1952, le Père G.-C. Rutten, docteur en sciences politiques et

sociales et en théologie de l'université de Louvain, est l'un des fondateurs du mouvement syndicaliste chrétien. Secrétaire général des Unions Professionnelles Chrétiennes de 1904 à 1909 ensuite de la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC) de 1909 à 1919, il est sénateur coopté du Parti catholique de 1921 à 1946. Le Père G.-C. Rutten est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Nos grèves houillères et l'action socialiste* paru aux éditions Goemare à Bruxelles en 1900. C'est de cette édition qu'ont été extraites les citations qui suivront.

17. DESTREE J., *Les fondateurs de neige, notes sur la révolution bolchevique à Petrograd pendant l'hiver 1917-1918*, G. Van Oest et Cie Ed., s.l., 1920, p.172 cité dans DERUETTE S. et MERCKX K., *La vie en rose. Réalités de l'histoire du parti socialiste en Belgique*, Bruxelles, EPO, 1999, p. 72.

18. Entre autres indications de la représentation raciale du socialisme chez Gustave Le Bon, lire le Livre III de sa *Psychologie du socialisme* intitulé " Le socialisme suivant les races".

19. BROUCKERE L. (de), *Œuvres choisies*, Bruxelles, s.d., t. 3, p. 53 cité dans DERUETTE S. et MERCKX K., *La vie en rose. Réalités du parti socialiste en Belgique*, Bruxelles, EPO, 1999, p. 73.

20. Leader syndical du mouvement de grève d'Ougrée-Marihaye en 1921, Julien Lahaut sera, par la suite, résistant et député communiste liégeois. Ce dernier ou l'un de ses collègues, cria, le 11 août 1950 lors de la



prestation de serment du roi Baudouin devant les Chambres réunies, un retentissant "Vive la République !". Il sera, quelques jours plus tard, assassiné. Certains historiens y verront là l'œuvre de militants royalistes.

21. Fédération Syndicale des Métallurgistes/ Centrale des Mines de la province de Liège, *La grève d'Ougrée-Marihaye. Comment on noyauté une organisation ? Comment on la pousse aux abîmes ?*, Huy, Coopératives de Huy, s.d. (1923). C'est de cette brochure que sont extraites les citations qui suivront.

22. Les citations qui suivront ont toutes été extraites de l'ouvrage de MODEN J. et SLOOVER J., *Le patronat belge. Discours et idéologie (1973-1980)*, Bruxelles, Crisp, 1980, p. 48.

23. GIRARDET R., *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986.

24. *Ibid.*, p. 50.